



Salaires, postes, conditions de travail, réformes Grève unitaire le 1^{er} février 2024

EN GREVE

Face aux salaires insuffisants, aux réformes qui accentuent le tri social, aux suppressions de postes, à la dégradation des conditions de travail, à la mise en concurrence des personnels nous revendiquons :

- **de véritables augmentations salariales** avec une augmentation significative du point d'indice pour tous les personnels dans ce contexte de forte inflation.
- **l'abandon du Pacte** : les personnels ont bien compris qu'il ne s'agissait pas d'une revalorisation. La mise en œuvre du Pacte a également profondément divisé les équipes, d'autant plus qu'il a donné lieu à des pressions ou interprétations contraires aux textes réglementaires dans le seul but de faire du chiffre et de sauver le Pacte. Par ailleurs, le ministre s'entête à refuser les mesures salariales d'urgence qui permettraient de sortir les AESH et les AED de la précarité.
- **l'arrêt des suppressions de postes** : il faut renoncer rapidement aux suppressions de postes pour notamment alléger les effectifs par classe mais aussi assurer les remplacements.
- **de recruter davantage de personnels** : la dégradation des conditions de travail, la perte du sens du métier doivent être pris au sérieux. La formation continue saccagée, l'inclusion sans moyens, les effectifs nombreux dans les classes, etc. : tout cela contribue à dégrader encore davantage les conditions de travail.
- **l'abandon des mesures prises dans le cadre de l'acte 2 de l'École inclusive** : statut d'emploi d'ARE fusionnant les AESH et les AED, mise en place des Pôles d'Appui à la Scolarité, main-mise de l'Éducation nationale sur les notifications MDPH.
- **la défense de l'enseignement spécialisé et adapté**, le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux.
- **un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH et les AED, et l'abandon du maintien des PIAL**, des recrutements d'AESH et d'AED et des moyens humains à hauteur des besoins.
- **le retrait du projet de réforme du lycée professionnel** : ce projet c'est moins d'école, moins d'enseignants, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management ! Avec un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels exerçant en lycée professionnel et sur les conditions d'apprentissage des élèves.
- **l'abandon des mesures "Choc des savoirs"**, mesures qui dessinent un projet d'école impliquant un contrôle accru du travail enseignant (manuel unique, méthodes imposées, évaluations standardisées), contre la liberté pédagogique et aggravant les inégalités.

Ne pas jeter sur la voie publique - IPNS

Tous en grève jeudi 1^{er} février
Rendez-vous à Mont-de-Marsan - 11h devant la DSDEN
avec prise de parole des organisations syndicales et AG
Manifestation à partir de 11h30

